

Bachar el-Assad Garde Encore la Main

by [Fabrice Balanche \(/experts/fabrice-balanche\)](/experts/fabrice-balanche)

Apr 13, 2016

ABOUT THE AUTHORS



[Fabrice Balanche \(/experts/fabrice-balanche\)](/experts/fabrice-balanche)

Fabrice Balanche, an associate professor and research director at the University of Lyon 2, is an adjunct fellow at The Washington Institute.



Articles & Testimony

Despite talk of a negotiated transition or a national unity government, Syria's Bashar al-Assad intends to stay. And while Western powers maneuver for diplomatic high ground in Geneva, Russia continues to push its on-the-ground military advantage on Assad's behalf.

Après un premier échec, fin janvier 2016, le processus de Genève 3 a réellement débuté le 14 mars 2016, il doit s'étendre jusqu'en août et aboutir à la mise en place d'un gouvernement de transition, conformément à la résolution prise le 18 décembre 2015 par le Conseil de Sécurité de l'ONU. Nous avons les plus grands doutes quant au résultat de ce processus, car Bachar el-Assad est résolu à rester au pouvoir. Ses alliés russe et iranien n'ont aucune envie de le faire partir, contrairement à quelques déclarations contraires destinées uniquement à rassurer leurs partenaires occidentaux sur le «sérieux» des négociations de Genève.

SELON ASSAD ON PEUT S'ENTENDRE AVEC OBAMA

Lors d'un entretien avec une mission de parlementaires français à Damas le 27 mars 2016, Bachar el-Assad a déclaré que Barack Obama était quelqu'un avec lequel on pouvait s'entendre, et qu'il était donc préférable d'aboutir à un accord avec lui plutôt qu'avec son successeur. Il compte sur les Etats Unis pour faire pression sur leurs alliés régionaux, Turquie et Arabie Saoudite, afin qu'ils retirent leurs soutiens à la rébellion. En échange, il daignera faire quelques réformes cosmétiques, mais il compte surtout sur la peur de l'extension régionale du conflit, le terrorisme et les flots de réfugiés qui menacent l'Union européenne, pour arriver à ses fins. Car l'UE est fragilisée par les conséquences de la crise syrienne, les partis extrémistes progressent partout et mettent à mal la cohésion des alliés européens de Washington, ce qui profite naturellement à Moscou. A défaut de faire tomber le maître de Damas, l'UE est de plus en plus tentée de traiter avec lui, puisqu'il est la source du problème il pourrait être aussi la conclusion.

LA RUSSIE NE SE RETIRE PAS

La veille des négociations de Genève, Vladimir Poutine a annoncé qu'il retirait le gros de ses troupes de Syrie. Une mesure de déconflition qui a tout de suite plu à John Kerry et mis dans l'embarras la Turquie et l'Arabie saoudite, qui doivent désormais faire des gestes d'apaisement. En clair, elles doivent s'efforcer de retenir leurs alliés sur le terrain voire arrêter leur soutien. Sans quoi, les deux pays seront accusés d'avoir rompu le cessez-le-feu. En fait la Russie n'a retiré que quelques avions et procédé à un roulement de troupes habituel. Le dispositif russe avait été augmenté au-delà du raisonnable pour une telle opération, après la destruction du bombardier par l'armée turque en novembre 2015, et les troupes russes arrivées en septembre 2015 n'ont pas été relevées en décembre comme prévu. Il devenait donc urgent de procéder à la rotation.

En Syrie, et surtout dans la région côtière, la population n'est pas inquiète du «départ» des Russes. Car elle sait très bien qu'il s'agit d'un faux départ. Les livraisons d'armes et de matériel se poursuivent un rythme soutenu à Tartous. Le port de conteneurs est toujours réservé aux bateaux russes et les agences maritimes doivent se rabattre sur Lattaquié. Bachar el-Assad n'a pas été non plus surpris par l'annonce du retrait russe puisqu'il avait été averti de la manœuvre tout comme les Iraniens, sans doute dès la visite du vice-ministre des Affaires étrangères, Mikhaïl Bogdanov, à Téhéran en février dernier. Enfin la reprise de Palmyre par l'armée syrienne, lourdement appuyée par la Russie dans les airs et au sol, puisque des commandos russes participaient, a prouvé que l'annonce de Poutine n'était pas sérieuse.

COUP DE FROID APRES L'ANNONCE DES LEGISLATIVES

Lorsque Bachar el Assad a annoncé la tenue des législatives en Syrie. Sergueï Lavrov serait sorti de son calme habituel, car cela sape ses efforts de persuasion auprès de John Kerry. En effet, les élections législatives du 13 avril sont organisées selon les mêmes règles que les précédentes, avec simplement la possibilité pour de nouveaux partis de se présenter en tant que. Par la tenue de ces élections, Bachar el-Assad signifie à Moscou qu'il reste le maître du processus politique intérieur. Certes, une partie du territoire est occupé par les rebelles, mais qu'importe des bureaux de votes seront installés dans les provinces voisines pour permettre à ceux des «provinces occupées» de venir voter. Il compte aussi sur la mobilisation des déplacés syriens pour donner une légitimité aux élus d'Idlib, Raqqa, Deir ez-Zor ou Deraa. Le PYD [Parti kurde de l'union démocratique, ndlr] a refusé de participer aux élections, mais des candidats kurdes «indépendants» seront présents. Car le deuxième objectif de Bachar el-Assad est d'intégrer une nouvelle clientèle de notables: hommes d'affaires, intellectuels et acteurs de la société civile qui sont restés en Syrie, soutiennent l'Etat mais non le [parti] Baas et qui espèrent toujours changer le système de l'intérieur.

Les élections législatives vont donc se tenir normalement. Les affiches des candidats indépendants fleurissent partout en Syrie, car ces derniers reçoivent un prêt sans intérêt de 10 millions de livres syriennes [environ 35000 francs] pour financer leur campagne électorale. C'est plutôt une bonne affaire, car avec l'inflation galopante, le remboursement réel sera minime et il n'est pas sûr que les candidats à la chambre des députés ne dépensent la totalité de la somme dans leur campagne. Enfin, comme le soulignait un officiel à Damas: «Ces élections ne sont pas importantes: si un accord est trouvé à Genève nous procéderons à de nouvelles.» Mais au rythme des négociations et du processus de transition politique, les députés élus le 13 avril prochain auront sans doute le temps de terminer leur mandat.

LES NEGOCIATIONS DE GENEVE S'EMBOURBENT

La première session des négociations de Genève s'est achevée le 25 mars sans beaucoup de progrès. Steffan De Mistura [l'émissaire de l'ONU pour la Syrie] a prévu de nouvelles sessions de deux semaines espacées de deux semaines jusqu'en août prochain, où un accord est censé être trouvé sur une transition politique. La délégation du gouvernement syrien a demandé un report de la prochaine session pour cause d'élections législatives en Syrie. L'«opposition de Riyad» a menacé de ne pas revenir si le cessez-le-feu continuait à être violé. Mais surtout elle ne

supporte l'inflation de «délégations d'opposition» qui affluent à Genève: celle de Moscou, dirigée par le tandem Quadri Jamil-Randa Kassis, celle de «Himimin» (du nom de l'aéroport de Lattaquié), quinze activistes de Lattaquié transportés par la Russie à Genève et censés représenter l'opposition de l'intérieur. Il ne faut pas oublier l'opposant Haytham Mana qui, domicilié à Genève, a réuni autour de lui quelques personnes dans une autre délégation. La Russie fait également le forcing pour le PYD soit invité à Genève dès la prochaine session.

La stratégie de dilution de l'«opposition de Riyad» de la part des Russes est très claire. Car Steffan De Mistura est obligé de recevoir et d'accorder le même intérêt à chaque délégation. Au final, les candidats à l'entrée dans un gouvernement d'union nationale se sont multipliés et Bachar el-Assad pourra ainsi choisir les plus dociles. Quadri Jamil, l'homme de Moscou, s'imagine déjà premier ministre dans une nouvelle Constitution où le pouvoir exécutif serait entre ses mains. Il pourra ainsi mettre en œuvre son programme économique pour la Syrie: réduire de 300 m la hauteur du Mont Liban, afin que la pluie se déverse sur la Syrie centrale et fasse reverdir le désert. Souvent, les diplomates pensent que la meilleure arme du régime syrien c'est justement son opposition.

ASSAD, LA RUSSIE ET L'IRAN SONT UNIS

Le dialogue intersyriens à Genève est une plaisanterie. Les discussions essentielles ont lieu en coulisse entre John Kerry et Sergueï Lavrov, avec leurs alliés régionaux respectifs. Quant aux délégations de l'opposition et au régime syrien, elles n'ont aucune envie de dialoguer. Ils sont à Genève parce qu'ils y sont poussés par leurs parrains respectifs et pour les oppositions avoir une tribune médiatique, car du côté du régime on n'est guère porté sur la communication. C'est le sort des armes qui décidera de la transition politique en Syrie ou non. Les spéculations sur les divisions entre l'Iran, la Russie et Assad ne sont qu'un leurre. Les trois acteurs sont unis sur l'essentiel: la victoire. Ils possèdent un plan parfaitement établi pour amener les Occidentaux devant le fait accompli. Cela fait cinq ans que les diplomaties occidentales imaginent, en s'appuyant sur des déclarations ambiguës, que les Russes et les Iraniens vont finir par lâcher Bachar el-Assad. En juin 2015, la presse occidentale affirmait, avec le plus grand sérieux, que les Russes abandonnaient la Syrie. Or, en septembre 2015, l'armada russe prenait ses quartiers à Lattaquié tandis que les Iraniens envoyaient des dizaines de milliers de miliciens chiites irakiens pour renforcer l'armée de Bachar el-Assad. Il faut donc prendre avec la plus grande circonspection les annonces de Vladimir Poutine. Les pourparlers de Genève ne servent qu'à orienter l'adversaire sur le terrain diplomatique tandis que les Russes occupent le terrain militaire. ❖

Le Temps (Switzerland)

RECOMMENDED



ARTICLES & TESTIMONY

[How to Make Russia Pay in Ukraine: Study Syria](#)

Feb 15, 2022

◆
Anna Borshchevskaya
(/policy-analysis/how-make-russia-pay-ukraine-study-syria)



BRIEF ANALYSIS

[Bennett's Bahrain Visit Further Invigorates Israel-Gulf Diplomacy](#)

Feb 14, 2022

◆
Simon Henderson
(/policy-analysis/bennetts-bahrain-visit-further-invigorates-israel-gulf-diplomacy)



BRIEF ANALYSIS

[Libya's Renewed Legitimacy Crisis](#)

Feb 14, 2022

◆
Ben Fishman
(/policy-analysis/libyas-renewed-legitimacy-crisis)

REGIONS & COUNTRIES

Syria (/policy-analysis/syria)